

The French Review

From the Editor's Desk

Chaque année, la *French Review* publie un numéro spécial, traditionnellement consacré à une thématique culturelle ou littéraire. Une fois n'est pas coutume, le numéro spécial du vol. 86 (mai 2013) sera consacré à l'ensemble de notre profession: quel est l'avenir de l'enseignement du français—et donc celui des enseignants—aux États-Unis? Ce sujet (qui a été annoncé dès le numéro d'octobre) s'est imposé de lui-même dans une conjoncture économique des plus sombres, conjoncture qui a constitué le catalyseur ou plutôt le prétexte d'éliminations de programmes de français et de postes d'enseignants à travers le pays. À titre de rappel, le numéro d'avril 2011 (vol. 84.5) contenait déjà deux articles liés aux "questions professionnelles", l'un faisant suite à l'élimination de fait du programme de français à State University of New York, Albany, l'autre épinglant la prépondérance des études littéraires (du moins sous une certaine forme figée ou traditionaliste) en tant que facteur contributif du déclin des études françaises et francophones aux États-Unis.

Bien qu'il soit possible d'arguer que le français résiste plutôt mieux à la crise que certaines autres langues, on court des risques à se voiler la face: la vague de coupes budgétaires, de compressions de personnel et d'éliminations de programmes de langues a produit des effets perceptibles et, malheureusement, probablement durables. Qu'il s'agisse de cours annulés, de classes surchargées, de postes non renouvelés à la suite de départs en retraite ou de collègues qui se retrouvent sans travail, la tendance est claire. L'enseignement des langues étrangères, trop souvent jugé aux États-Unis comme un luxe suranné et coûteux, se retrouve dans le collimateur dès qu'il est question de faire des économies. Au train où vont les choses, l'espagnol et éventuellement le chinois (en raison de subventions temporaires) deviendront les seules options en matière de langues étrangères dans de nombreuses écoles. Or, s'il est possible de sauver un programme de français tant que l'éventualité de sa disparition n'en est encore qu'au stade de la menace, pour cause financière ou autre (voir notre "Special Report", *FR* 84.5: 910–16), il est autrement plus difficile de ressusciter un programme qui a été intégralement rayé de la carte scolaire. Les suppressions de cours et de postes sont, bien évidemment, déjà par elles-mêmes néfastes pour les enseignants, mais aussi et peut-être surtout pour les élèves et étudiants, désormais privés d'une option éducative. D'autre part, ce qui dans ce cas est également perdu, c'est le principe même que l'apprentissage d'une langue étrangère devrait faire partie intégrante du parcours éducatif des élèves et étudiants.

Avec sa tenace réputation de langue de prestige, le français est une cible de choix pour des administrateurs scolaires et universitaires parfois plus compétents en comptabilité qu'en pédagogie. Une phrase entendue lors d'une réunion administrative me revient en mémoire: "French is the new Latin". Une telle attitude ne favorise guère un large accès à l'apprentissage du français, qui ne serait qu'une langue de peu d'utilité, réservée à une élite sociale, un signe extérieur de distinction ou de capital culturel, pour reprendre la terminologie de Pierre Bourdieu. Selon une logique purement utilitariste, l'espagnol, le chinois ou l'arabe, pour des raisons d'ordre démographique, commercial ou géopolitique, seraient d'un meilleur rendement sur le marché du travail, alors que le français ne fournirait qu'un domaine d'étude complémentaire et légèrement frivole (comparable, toujours selon une logique utilitariste, à la poésie ou à

la danse, par exemple). Le risque est donc de voir l'accès à l'enseignement du français se restreindre dans un proche avenir aux écoles et universités privées qui ont le moyen d'offrir un tel "luxe" à leurs élèves et étudiants, pour la plupart issus (ce n'est guère une surprise) de milieux favorisés.

Le but de ce numéro spécial de la *French Review* n'est pas de proposer des recettes miracles qui permettraient d'inverser la tendance et de rendre l'apprentissage du français aux États-Unis plus populaire que celui de l'espagnol. Il s'agit d'abord d'établir un bilan complet et réaliste: les tendances à long terme de la discipline aux niveaux secondaire et universitaire, les faiblesses mais aussi les forces actuelles des programmes d'enseignement (certains se portent très bien), ainsi que les perspectives d'avenir, sans oublier le contexte plus large de la redéfinition ou crise des "Humanities". Ensuite, il s'agit de faire des propositions tout aussi réalistes, qui permettraient d'entrevoir, à moyen et à long terme, autre chose que la stagnation ou le déclin pour l'enseignement du français. Bref, le projet sans doute ambitieux que représente ce numéro spécial est de traiter en profondeur (et certes avec du recul) l'ensemble des questions liées à l'évolution des études françaises et francophones aux États-Unis, et la *French Review* est certainement la revue la mieux placée pour susciter une large discussion et faire participer un grand nombre d'intervenants. J'ose donc espérer que de nombreux collègues, à tous les niveaux d'enseignement, pourront apporter leurs contributions à cette discussion sur l'avenir de notre profession.

Édouard Ousselin, Rédacteur en chef